Contre les licenciements : seul le combat paiera

Les conséquences de la crise monétaire internationale vont s'abattre sur la France et l'Europe occidentale plus rapidement que veut bien le dire notre ministre des Finances, Giscard d'Estaing. Déjà la télévison, la radio et les journaux (qui appartiennent à la bourgoisie) nous disent que « l'intérêt national » exige un sacrifice collectif.

Que veut dire un tel langage ?

Il s'agit de faire croire que les intérêts de la bourgeoisie et ceux du prolétariat sont identiques et que pendant un certain temps il va falloir mettre une sourdine à la lutte des classes.

Qui va se « sacrifier » ?

Certainement pas la bourgeoisie qui continuera d'amasser ses profits sur le dos des travailleurs. Par contre elle va faire raconter, par des journalistes à sa solde que c'est l'intérêt supérieur de la France de licencier des ouvriers, de fermer des usines ; d'autre part, elle sait qu'en période de chômage, elle peut jouer sur la division des travailleurs pour faire pression sur les salaires. Les patrons vont dire aux travailleurs : « soyez heureux que nous vous donnions du travail ; ou bien vous acceptez nos conditions ou bien vous partez. Des centaines d'ouvriers attendent au bureau d'embauche ». Ils vont jouer sur la peur qu'auront les travailleurs de perdre leur emploi.

La seconde manœuvre sera d'amener les centrales syndicales autour d'un tapis vert pour négocier « au mieux » les licenciements. Les élections de 1973 approchant, les états-majors syndicaux et les organisations de gauche vont tenter de canaliser les luttes : pétitions, délégations de responsables auprès des pouvoirs publics, manifestations pique-nique ou grèves de 24 h ; c'est-à-dire autant de formes de luttes que les travailleurs rejettent de plus en plus depuis mai 68. Il va s'agir d'empêcher la mobilisation de masse à la base sous prétexte que le climat politique ne s'y prête pas et on présentera un accord électoral comme remède magique qui règlera tous les problèmes (voir l'article sur Heurtey). En attendant, pour sauver les meubles, on signera de petits « grenelle à froid ». comme les médiocres « contrats de progrès » de l'E.D.F. ou de la Fonction publique.

Face à cette tactique démobilisatrice des appareils, quelle stratégie offensive les travailleurs peuvent-ils mettre en œuvre ?

Nous avons encore peu d'éléments : une telle stratégie ne tombera pas du ciel, mais doit s'élaborer à partir de la pratique, de l'expérience des travailleurs.

D'abord, il faut distinguer entre les régions où le chômage n'est pas encore massif et ne le sera pas d'ici la fin de 1972, comme la région parisienne, et les régions délibérément condamnées par la restructuration du capitalisme français, sacrifiées sur l'autel de la concurrence, telles la Lorraine.

Dans le premier cas, il ne faut pas céder à la panique dont le patron cherche à profiter, il faut poursuivre les luttes offensives. La première tâche des militants est alors de *prévoir :* une fusion, concentration ou décentralisation, les premières atteintes sur les carnets de commande, autant de signes avant-coureurs qui annoncent des problèmes d'emploi. Ensuite, *sensibiliser* et *mobiliser* les travailleurs de l'entreprise, de la branche et de la localité, en faisant état des précédents et des réponses qui ont été apportées en leur temps ; tirer les conséquences des échecs s'il y a lieu. (Voir l'article sur Sciaky).

La tactique patronale est alors de diviser les travailleurs, imposant des heures supplémentaires à gauche, licenciant par petits paquets à droite. La réponse s'impose : même statut, même garanties, mêmes horaires pour tous. Nous répondrons du tac au tac : pour la mutation ou le licenciement d'un travailleur, c'est l'ensemble des travailleurs de l'atelier ou de l'usine qui se mobilisera. C'est aux travailleurs qu'il appartient de déterminer et d'imposer ce que doivent être la durée du travail et les cadences afin d'empêcher tout licenciement et cela bien entendu sans aucune diminution de salare. Inséparablement, la lutte contre les licenciements est alors liée à la lutte pour le contrôle ouvrier sur la production.

Dans d'autres régions au contraire, le sous-développement s'accélère, des départements entiers sont sacrifiés, les entreprises ferment les unes après les autres. La bataille prend alors une tournure décisive (le dos au mur, les travailleurs se battent contre la fermeture), et aussi un aspect régional : c'est tout le peuple qui est concerné, les jeunes, les femmes, les paysans, les commerçants.

Déjà, des travailleurs expérimentent une riposte : on occupe et on maintient la production. Cette forme de lutte a échoué à Biarritz-Shoes l'an dernier (car les travailleuses n'ont pas osé vendre les chaussures qu'elles produisaient), mais les ouvriers des Chantiers Navals de la Clyde (voir *l'Outil* n° 1) ont montré qu'on pouvait la poursuivre pendant des mois. C'est dans cette voie que semblent vouloir s'engager les mineurs de Faulquemont.

Cette tactique, dans un premier temps, bloque l'irréparable : elle empêche la fermeture. Surtout, elle permet aux travailleurs de faire l'expérience de leur force, de leur capacité à faire travailler les machines ; c'est, en dehors de l'ordre capitaliste, une fenêtre ouverte vers le socialisme.

Mais on risque bientôt d'en sentir les limites : ***elle n'est pas intolérable pour le patron,*** elle ne permet pas d'arracher rapidement la conclusion.

Pour forcer l'adversaire (l'Etat et le patronat) à reculer, il faut réaliser l'unité populaire, déclencher un mouvement de masse qui permettre aux travailleurs de tenir et qui inquiète le pouvoir. Contre cette unité, l'ennemi cherche à diviser les catégories sociales ; il licencie d'abord les immigrés (« priorité au travail français »), puis les femmes (« elles n'ont qu'un salaire d'appoint »), il bloque l'embauche (« les voyages forment la jeunesse »). Et puis, il y a des entreprises qui ne fermeront pas, qu'on modernise même : comme Sacilor, en Lorraine.

Mais déjà, à Thionville, les hommes et les femmes les plus conscients ont compris que la lutte contre l'expulsion d'un seul travailleur immigré, c'est la lutte contre la déportation de toute la Lorraine.

Il faut que dans les usines et les quartiers, les travailleurs et la population s'organise, dans les assemblées générales, d'ateliers, dans les comités populaires. Il faut que les travailleurs des usines non touchées par les licenciements comprennent que leur lutte contre les cadences et les horaires, c'est aussi la lutte pour l'emploi des autres, avant d'être demain, la lutte pour leur propre emploi. Il faut, comme au Larzac, qu'ouvrier et paysans dépassent leurs divisions traditionnelles. Il faut que les masses se méfient des beaux parleurs qui prennent la tête des défilés, et qui après les élections les laisseront tomber.

Un même ennemi : le capital et son Etat. Une seule lutte, prise en main par les masses elles-mêmes.